



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Syrie

Question au Gouvernement n° 1098

Texte de la question

SYRIE

M. le président. La parole est à M. Bruno Le Maire, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Bruno Le Maire. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre et porte également sur la Syrie.

Monsieur le Premier ministre, depuis quelques jours, une proposition visant à mettre sous contrôle l'ensemble de l'arsenal chimique du Gouvernement syrien est sur la table. Cette proposition est fragile et techniquement complexe à mettre en œuvre, mais elle a le mérite d'exister. Cela prouve, monsieur le Premier ministre, qu'il existe une alternative politique à l'emploi de la force militaire contre le Gouvernement syrien. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs du groupe UDI.*) Cela prouve, monsieur le Premier ministre, qu'il n'était pas nécessaire d'affaiblir depuis le premier jour la voix de la France en nous alignant systématiquement sur la position du président des États-Unis d'Amérique (*Mêmes mouvements*), qui ne sait pas lui-même ce qu'il veut pour la Syrie.

Monsieur le Premier ministre, nous regrettons que, pour la première fois de notre histoire récente, l'emploi des forces armées françaises soit suspendu à une éventuelle décision du Congrès américain : c'est une perte de souveraineté pour la France. (*Mêmes mouvements.*)

C'est également la preuve, monsieur le Premier ministre, qu'il n'y a pas d'un côté les munichois pacifistes et de l'autre les interventionnistes courageux.

M. François Rochebloine. Très bien !

M. Bruno Le Maire. Il existe une voie politique, dans le cadre du Conseil de sécurité des Nations unies, avec le soutien de tous nos partenaires européens, pour apporter une réponse forte aux agissements et aux crimes inacceptables de Bachar el-Assad contre le peuple syrien.

M. François Rochebloine. Bravo !

M. Bruno Le Maire. Monsieur le Premier ministre, depuis le premier jour de cette crise des armes chimiques en Syrie, le Président de la République n'a pas jugé bon de s'expliquer devant les Français.

M. Bernard Deflesselles. Eh oui !

Mme Claude Greff. Courage, fuyons !

M. Bruno Le Maire. Face au risque d'embrasement régional, face à la menace que fait peser l'islamisme radical

dans cette région, face aux risques qui pèsent sur nos compatriotes dans la région, en particulier sur nos forces armées basées au Liban, nous demandons au Président de la République d'expliquer enfin quelle est sa stratégie politique pour la Syrie. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Laurent Fabius, *ministre des affaires étrangères*. Monsieur le député, si j'ai bien entendu, votre question en comporte trois.

D'abord, le Président de la République a eu l'occasion d'aborder cette question à différentes reprises, mais je vous confirme qu'il s'adressera aux Français dans un proche avenir et au moment qu'il jugera bon. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Deuxièmement, concernant la proposition russe lancée récemment, personne ne peut contester de bonne foi que cette proposition, qui avait été abordée dans le passé - vous vous le rappelez peut-être - mais rejetée d'un revers de main à la fois par les Syriens, par les Russes et par d'autres, n'a pu être prise en compte que du fait d'une pression extrêmement ferme à la fois des États-Unis d'Amérique et de la France. Personne ne peut dire le contraire ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe écologiste.*)

Enfin, monsieur Le Maire, s'agissant d'un alignement éventuel sur le président américain,...

Mme Claude Greff. Pas éventuel ! Évident !

M. Laurent Fabius, *ministre*. ...je pourrais le nier et vous me contesteriez. Aussi vais-je faire appel à une voix que vous ne contesterez pas, qui s'exprime ce matin dans un grand hebdomadaire. Cette question lui est posée : « M. Hollande apparaît-il comme un supplétif des États-Unis ? »

Mme Valérie Boyer. Oui !

M. Laurent Fabius, *ministre*. Cette voix répond : « La position de la France a été cohérente et claire depuis le départ. » Cette phrase est signée Alain Juppé, et je l'approuve. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*)

Données clés

Auteur : [M. Bruno Le Maire](#)

Circonscription : Eure (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1098

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 septembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 septembre 2013](#)